

**OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC**  
**BOULEVARD ANATOLE FRANCE**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS TEMPORAIRES DU MAIRE**

**ARRÊTÉ TEMPORAIRE N° 2024/ST/492,**

LE MAIRE DE MAYENNE,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2212-2, L. 2213-1 et L. 2213-2,  
**VU** le Code de la Route, notamment ses articles R 417-10/II 10°, R 325-14, R411-25,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures utiles afin d'assurer la sécurité publique et notamment celles des piétons et des automobilistes,

**CONSIDÉRANT** que l'entreprise ORANGE - 3 bd Vincent Gâche - 44200 NANTES, va procéder, via l'entreprise CIRCET - 75 rue Pierre Arnaud - ANETZ - 44150 VAIR-SUR-LOIRE au remplacement d'un cadre et tampon CH A2 par L2T sous trottoir enrobé boulevard Anatole France,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu, pour des raisons de sécurité d'autoriser l'occupation du domaine public,

**CONSIDÉRANT** l'avis favorable du CONSEIL DEPARTEMENTAL du 24 septembre 2024,

**ARRETE :**

**Article 1** - L'entreprise CIRCET est autorisée à occuper le domaine public (trottoir) au droit du n° 54 boulevard Anatole France afin de procéder aux travaux énoncés ci-dessus.

**Article 2** - Les travaux ne doivent pas impacter la chaussée et la circulation.

**Article 3** - L'arrêté porte sur **la période du JEUDI 3 OCTOBRE au JEUDI 17 OCTOBRE 2024.**

**Article 4** - La signalisation appropriée utile et nécessaire à la sécurité des usagers et des riverains est fournie et mise en place par l'entreprise CIRCET.

L'entreprise CIRCET est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Celle-ci doit être conforme à la réglementation en vigueur à la date d'exécution des travaux.

**Article 5** - Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 6** - Monsieur Directeur Général des Services de la Ville de Mayenne et Monsieur le commandant de la brigade de proximité, gendarmerie de la Mayenne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 7** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoirs devant le Tribunal Administratif de Nantes, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**DESTINATAIRES :**

M. le commandant de la brigade de proximité  
Service Voirie  
ENT. CIRCET  
CONSEIL DEPARTEMENTAL  
Agents de surveillance de la voie publique

LE MAIRE DE MAYENNE,  
certifie avoir affiché ce jour le présent  
arrêté dans les lieu et forme accoutumés.

MAYENNE, le **26 SEP. 2024**

**Le Maire, Jean-Pierre LE SCORNET**

